



::: Sommaire :::

- P.2 Je parle français And I Love in English
- P.3 Appel d'œuvres d'art
- P.4 Le NombriL
- P.5 Atelier santé des seins
- P.6 Concours PCS: 2 laisser-passer à gagner!
- P.7 Activités PCNP
- P.8 Filles d'action
 - Justice sociale
- P.9-10 Idle No More
- P.11 Les 25 ans de la décriminalisation de l'avortement: le libre-choix bien ancré
 - Société
- P.12-13 Travailleuses lesbiennes: la tranquillité du placard
- P.14-15 Elisabeth Badinter: le féminisme n'est pas mort

- P.16 Ressources
- P.16 Votre page

::: AGENDA :::

Atelier La santé des seins

Le 5 février 2013 à 19h00

Au Centre de la francophonie

Appel d'œuvres d'art

Les Femmeuses 2013

Thème: Histoires d'amour, histoires de langues

Date limite: vendredi 1er mars

Journée nationale d'actions

À travers le Canada

Le 14 février

Je parle français And I Love in English

Pièce de théâtre collective

21 et 22 mars au Old Fire Hall

24 et 25 mars à Dawson

Voir l'ensemble de la programmation en français

sur le site Web de l'AFY

<http://www.afy.yk.ca/>

Mamans, papas et bébés en santé

Pour connaître les services offerts :

Stéphanie Moreau

(867) 668-2663, poste 810 pcnp@essentielles.ca

Partenariat communauté en santé (PCS)

Pour connaître les services offerts en santé en français: communiquez avec Sandra St-Laurent, Directrice PCS

(867) 668-2663, poste 800

pcsyukon@francosante.ca



302, rue Strickland
Whitehorse, Yukon, Y1A 2K1

Tél. : (867) 668-2636

Télec. : (867) 668-3511

elles@essentielles.ca

www.lesessentielles.org



Canadian
Heritage

Patrimoine
canadien

Je parle français And I Love In English



Je parle français And I Love in English pièce de théâtre collective et bilingue à propos de femmes francophones en couple avec un(e) anglophone.

Mise en scène
Virginie Hamel

Comédien(nes)
Angélique Bernard
Laurie Gendron
Jessica Nadon
Erin Evangeline Sanderson
Isabelle Ngapa
Eden Gagné
Mike Tribes
Justin Lemphers



Nous cherchons une personne bilingue pour
préparer et manœuvrer les surtitres
de la pièce Je parle français and I Love in English
C'est un contrat payé.
Date limite pour appliquer : **11 février**

Voir les détails ici:
<http://www.lesessentielles.org/cms-assets/documents/96733-741171.appel-doffre-sur-titrage.pdf>

Qu'est-ce que le Surtitrage
<http://fr.wikipedia.org/wiki/Surtitrage>



Appel d'œuvres d'art



**Appel d'œuvres d'art /
Call for Artworks**

Les Femmeuses 2013
Exposition collective / Collective exhibition

THÈME : Histoires d'amour,
Histoires de langues

Exposition multidisciplinaire :
Poésie, écriture, sculpture, peinture, photographie, etc.
(Poetry, writing, sculpture, painting, photography, etc.)

Pour artistes féminines francophones et francophiles
For French speaking and French loving women artists

Présenté par / Presented by
Les EssentiElles **A I Y**

Les œuvres seront acceptées jusqu'au vendredi 1er mars 2013
Artworks accepted until Friday March 1st 2013

Au bureau des EssentiElles, 302, rue Strickland
Info: 867 668-2636 elles@essentielles.ca

Le vernissage aura lieu le 7 mars
Opening on March 7th

Au Centre de la Francophonie, 302, rue Strickland

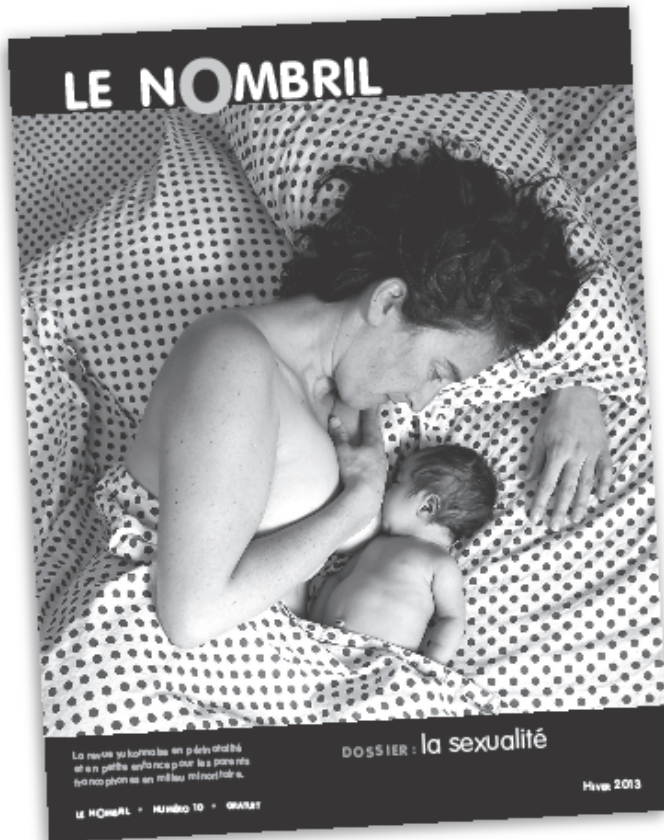
Proudly and enthusiastically
pour les arts

 Patrimoine canadien  Canadian Heritage

Le NombriL

la revue **le NombriL**, 10^e édition

La revue yukonnaise en périnatalité et en petite enfance
pour les parents francophones en milieu minoritaire



Disponible dès
maintenant
au Centre
de la francophonie



La réalisation de ce projet n'aurait pu être possible
sans la participation financière de Santé Canada
et de l'Agence de la santé publique du Canada.

PCS Santé



Santé des seins



Atelier d'information et discussion animée autour de la santé des seins à travers le continuum de la vie.

Animé par Ann Chapman, infirmière bilingue.

Les méthodes de prévention du cancer du sein et sur les changements des seins durant et suite à une grossesse seront aussi abordés.

Mardi 5 février 2012

19 h à 21 h

Centre de la francophonie, salle communautaire

Inscriptions : 668-2663, poste 223 (SOFA)



Concours PCS

COURREZ LA CHANCE DE GAGNEZ UN DES 2 LAISSER-PASSER POUR LE FESTIVAL DU FILM (5 FILMS GRATUITS)

Cette année, en reconnaissance du travail exceptionnel effectué par les personnes aidantes personnelles et professionnelles, le PCS présentera le film *De rouille et d'os* dans le cadre du Available Light Film Festival, le 10 février à 12 h 30, au Centre des arts du Yukon.

Ali (Matthias Schoenaerts) quitte la Belgique avec son jeune fils Sam, pour se rendre chez sa soeur à Antibes. Là-bas, il se met au combat de rue pour faire un peu d'argent. Une nuit, dans un bar, il fait la rencontre de Stéphanie (Marion Cotillard), une jeune femme épanouie et heureuse qui est dresseuse d'orques à Marine-land. Il faudra un incident tragique pour rapprocher leurs deux mondes.

Visitez la page Facebook du Partenariat communauté en santé, aimez-nous et laissez-nous votre message et vos coordonnées pour participer ou envoyez-nous un courriel à pcsyukon@francosante.ca

Un premier laisser-passer pour 5 films sera tiré au hasard parmi les participants.es et un second sera tiré au hasard parmi les personnes s'étant identifiées comme personne aidante soit dans leur vie personnelle ou professionnelle.

Bonne chance à tous et toutes!

Activités PCNP

Jeudi 7 février

à partir de 11 h

Création d'un journal de vie

suivi du repas répit

Venez découvrir le journal de vie - un outil qui vous donnera la possibilité de mettre sur papier tout votre amour pour votre petit.

Élever un enfant comporte son lot de hauts et de bas et ce, tout au long de notre vie. Après tout, nous restons parents toute notre vie! Mais comment renforcer ce lien qui nous unit même dans les moments les plus intenses?

Jeudi 21 février

de 10 h à 12 h

Atelier sur l'alimentation santé de bébé, de la femme enceinte et allaitante

Venez en apprendre un peu plus sur les portions, les différences et les spécificités de l'alimentation de bébé et de la femme enceinte et allaitante.

Filles d'action

LA JOURNÉE NATIONALE D'ACTION À TRAVERS LE CANADA

LA FONDATION FILLES D'ACTION EST UN ORGANISME SANS BUT LUCRATIF NATIONAL QUI SOUTIENT LES FILLES ET LES JEUNES FEMMES AFIN QU'ELLES RÉALISENT LEUR PLEIN POTENTIEL. DEPUIS 1995, NOUS OFFRONS DES PROGRAMMES NOVATEURS QUI RENFORCENT LE POUVOIR D'AGIR DES FILLES, DE LA FORMATION POUR LES INTERVENANTES ET DES BOURSES POUR LES JEUNES FEMMES QUI CHANGENT LES CHOSES DANS LEUR MILIEU.

DE PORTÉE NATIONALE, FILLES D'ACTION TOUCHE PLUS DE 60 000 FILLES CHAQUE ANNÉE. LE RÉSEAU FILLES D'ACTION COMPTE 270 ORGANISMES MEMBRES QUI PROVIENNENT DE TOUTES LES PROVINCES ET DE TOUS LES TERRITOIRES. ENFIN, 90% DES FILLES ET DES FEMMES QUI PARTICIPENT À NOS ACTIVITÉS SONT ISSUES DE COMMUNAUTÉS DÉFAVORISÉES OU MARGINALISÉES.

ACTIONS À WHITEHORSE:

Les EssentiElles

Le 14 février, les filles des écoles francophones et d'immersions de Whitehorse seront invitées à créer une œuvre d'art qui représentera les multiples leaders féminins qui occupent des positions formelles et informelles de notre communauté francophone. L'objectif étant de mettre en lumière les femmes de la communauté pour qu'elles puissent être des modèles pour les jeunes filles francophones du Yukon.

Les EssentiElles souhaitent faire prendre conscience aux jeunes filles du rôle essentiel qu'ont joué et jouent toujours ces femmes de la communauté. Cette action a pour mission de permettre à ces jeunes filles de s'identifier à ces femmes et de voir qu'elles aussi peuvent être des leaders dans notre communauté et même notre pays. Le projet a pour objectif de leur donner confiance en elles et qu'elles voient qu'elles peuvent jouer un rôle de leader et qu'elles soient fières de l'histoire de notre communauté et de la place que les femmes y tiennent. Pour plus d'information contactez Ketsia Houde à elles@essentielles.ca ou au 668-2636.

Bringing Youth Towards Equality (BYTE)

Bringing Youth Towards Equality organise une soirée-conférence avec des femmes fortes. L'événement s'adresse à tous les membres de la collectivité et l'entrée sera gratuite. Malgré la diversité et l'histoire extraordinaires qui caractérise notre collectivité, les réalisations et les récits des femmes du Yukon sont trop rarement racontés. Plusieurs histoires récentes et traditions de notre communauté autochtone sont méconnues par les personnes de descendance européenne.

Trois conférencières de générations différentes aborderont des sujets relatifs à notre communauté et à notre histoire. Notre objectif est d'accroître la compréhension mutuelle entre les différentes cultures qui cohabitent à Whitehorse. Nous souhaitons également inspirer les jeunes femmes en leur présentant les récits de femmes extraordinaires qui ont vécu au Yukon. Pour obtenir plus d'information contactez Tanyss Knowles à communitytours@yukonyouth.com.

Pour connaître toutes les actions à travers le Canada: <http://girlsactionfoundation.ca/fr/journ-e-national-daction-travers-le-canada>

Justice sociale

Publié par Idle No More

Le 13 janvier 2013 dans Mondialisation.ca

IDLE NO MORE : UN MOUVEMENT AUTOCHTONE POUR LE PEUPLE... PAR LE PEUPLE !

COMMUNIQUÉ DU MOUVEMENT DE DÉFENSE DES DROITS AUTOCHTONES AU CANADA ET DANS LE MONDE

Depuis la base du mouvement Idle No More: Fondateurs et organisateurs du Canada, en solidarité avec *Causes Communes*, une nouvelle initiative qui rapproche la justice sociale, l'environnement, le travail et les autres groupes activistes...

Unis, nous planifions Idle No More, Jour d'Action Mondiale le 28 Janvier 2013

Ce jour d'action sera une manifestation pacifique contre les attaques répétées contre la démocratie, la souveraineté autochtone, les droits humains et les protections de l'environnement, lorsque les députés canadiens retourneront au parlement le 28 Janvier. En tant que mouvement populaire, clairement aucune organisation politique parle pour le mouvement Idle No More. Ce mouvement est constitué du peuple... Pour le peuple !

La vision d'Idle No More tourne autour de la voie de la connaissance autochtone, qui prend racine dans la souveraineté des nations autochtones afin de protéger l'eau, l'air, la terre et toute création pour les générations futures.

Les lois gouvernementales conservatrices commençant avec la loi C-45, menacent les traités et la vision indigène de souveraineté.

Le but du mouvement est l'éducation et la revitalisation des peuples natifs par la prise de conscience et de responsabilité. IDLE NO MORE a encouragé avec succès le partage de la connaissance concernant la souveraineté autochtone et les protections de l'environnement.

Ce message a été entendu à travers le monde et le monde observe maintenant le Canada et comment celui-ci va répondre au message envoyé par un grand nombre de supporteurs du mouvement Idle No More (INM).

INM appelle le gouvernement du Canada à la révocation de toute législations qui violent les traités, la souveraineté autochtone et subséquemment, les protections de l'environnement concernant la terre et l'eau.

INM est reconnaissant à bon nombre de leaders qui ont soutenus cette vision et ce mouvement populaire. **“Les traités sont les dernières lignes de défense pour protéger l'eau et les terres de la destruction”**, a dit Oren Lyons, Gardien de la foi, clan de la tortue et membre du grand conseil des chefs de la nation Onondaga (Iroquois).

IDLE NO MORE est le peuple... Pour le peuple!...

Article original en anglais :

http://idlenomore.ca/index.php/component/k2/item/86-inm_#j28&Itemid=101

Traduit de l'anglais par Résistance 71

Justice sociale



Pour en savoir plus sur Idle No More:

Dossier Autochtones de Radio-Canada:
<http://www.radio-canada.ca/sujet/autochtones>

l'Association des femmes autochtones du Canada
<http://www.nwac.ca/fr>

Site en anglais:
<http://idlenomore.ca/>

Film: Le peuple de la rivière Kattawapiskak

Lundi le 4 février

Rencontre avec Alanis Obomsawin, réalisatrice du film *Le peuple de la rivière Kattawapiskak*

Au Old Fire Hall à Midi

Présentation du film: *Le peuple de la rivière Kattawapiskak*

Au Centre des Arts à 18h00

Pour la programmation complète de la journée:
<http://yukonfilmsociety.com/alff/alff/program>

Lien du film:

Le peuple de la rivière Kattawapiskak par ONFB , Office national du film du Canada

http://www.onf.ca/film/peuple_de_la_riviere_kattawapiskak/

Justice sociale

Par la fédération des femmes du Québec, le 28 janvier 2013
Communiqué de presse

LES 25 ANS DE LA DÉCRIMINALISATION DE L'AVORTEMENT : LE LIBRE-CHOIX BIEN ANCRÉ

MONTREAL, le 28 janv. 2013 /CNW Telbec/ - La Fédération des femmes du Québec célèbre les 25 ans de la décriminalisation de l'avortement au Canada. Elle se félicite de l'enracinement et de l'appui général pour le libre-choix.

« Au Québec, la population, les institutions politiques ainsi que les services de santé sont unanimes pour reconnaître que la décision concernant la poursuite ou non d'une grossesse appartient aux femmes. C'est une importante victoire pour la liberté et la sécurité des femmes » déclare Alexa Conradi, présidente de la FFQ.

La population appui majoritairement le mouvement féministe sur ces questions (selon la Fédération du Québec pour le planning des naissances, plus de 80 %). « Et cet appui ne faiblit pas, annonce la présidente. Ceci explique pourquoi les 44 motions et projets de loi visant à rouvrir le débat sur l'avortement présentés depuis 25 ans à la Chambre des communes ont échoué. » Aucun discours anti-choix n'a réussi à justifier pourquoi les femmes devraient être écartées des décisions concernant leur vie et leur corps.

Malheureusement, cela n'arrête pas les conservateurs qui investissent leurs énergies à nuire aux femmes plutôt qu'à améliorer leurs conditions. Nous pensons à Mr Warawa qui cherche à affaiblir la situation actuelle sous le prétexte de « protéger les filles » avec sa motion 408. Ou à Rona Ambrose, qui a perdu sa légitimité en votant « oui » à la motion 312 de Mr Woodworth. « Les Conservateurs doivent cesser leurs hostilités envers les femmes » d'affirmer la porte-parole.

Rappelons que c'est en janvier 1988 que l'avortement est décriminalisé au Canada. Le docteur Morgentaler étant en procès depuis 1983 à la suite de l'ouverture d'une clinique d'avortement en Ontario, c'est finalement la Cour suprême du Canada qui prononce son acquittement et abroge le Code criminel pour en retirer l'article 251. Il est donc désormais reconnu que l'intégrité physique et émotionnelle des femmes passent par leur droit à disposer de leur corps et, donc, par le droit de choisir l'avortement.

On n'oubliera pas également de rappeler « l'affaire Chantale Daigle ». En 1989, une femme enceinte décidant de quitter son conjoint violent, Jean-Guy Tremblay. Ce dernier obtient, à la suite de procédures judiciaires, une injonction interdisant à son ex-petite amie de se faire avorter au nom des supposés « droits à la vie du fœtus » et « droits du père » sur sa progéniture. Celle-ci obtiendra gain de cause à la Cour suprême du Canada, mais elle n'attendra pas ce verdict pour agir. Enceinte de 21 semaines, elle choisit de défier la loi et d'organiser son avortement aux États-Unis.

Société

Publié par La Gazette des femmes
Par Gwenaëlle Reyt, 22 janvier 2013

TRAVAILLEUSES LESBIENNES : LA TRANQUILLITÉ DU PLACARD

Depuis 1977, la Charte québécoise des droits et libertés de la personne interdit toute discrimination basée sur l'orientation sexuelle. Malgré cela, de nombreuses travailleuses lesbiennes hésitent encore à sortir du placard. Se cacher ou s'affirmer : comment se vit l'homosexualité au féminin en milieu professionnel?



Difficile de sortir du placard quand, en plus de faire ses preuves comme femmes, on doit aussi s'affirmer comme homosexuelles, explique la chercheuse de l'UQAM, Line Chamberland.

Plaisanteries de mauvais goût, questions dérangeantes sur la vie privée, commentaires désobligeants, comportements violents : même si ces actes semblent de moins en moins fréquents, de nombreuses lesbiennes cachent leur orientation sexuelle, craignant d'être discriminées sur leur lieu de travail. C'est ce que révèle l'étude Stratégies des travailleuses lesbiennes face à la discrimination : contrer l'hétéronormativité des milieux de travail, publiée au printemps 2012.

« Cette recherche met l'accent sur les difficultés professionnelles que vivent les femmes homosexuelles ainsi que sur les stratégies adoptées pour les contrer. La situation des lesbiennes est différente

de celle des hommes gais, car elles subissent une double discrimination », affirme Line Chamberland, professeure à l'UQAM qui a mené l'étude avec Christelle Lebreton et Michaël Bernier. Pourquoi double? Parce qu'elles doivent d'abord faire leurs preuves en tant que femmes, puis comme homosexuelles.

Le choix du silence

Selon la chercheuse, cette différence fondamentale explique en bonne partie le silence des lesbiennes. « Pour ne pas s'en mettre plus sur les épaules, elles choisissent de cacher leur homosexualité. Pour les gais, ça va se savoir à grande échelle, alors que les femmes sont plus protectrices et choisissent quelques personnes de confiance à qui en parler. C'est ce que j'appelle la recherche de confort psychologique. »

Même si elle n'a jamais connu de problèmes liés à son homosexualité, Laetitia, massothérapeute, a choisi de rester discrète. « Je ne suis déjà pas du genre à étaler ma vie privée au grand jour... En plus, mon travail est particulier : j'ai un contact physique et une grande proximité avec mes clients. Parmi eux, il y a beaucoup d'hommes d'un certain âge; je préfère ne rien dire pour ne pas subir les préjugés et les questions gênantes », explique la femme de 34 ans, qui fait référence aux clichés sexuels à propos des lesbiennes.

Pour Line Chamberland, ces clichés sont l'une des formes les plus fréquentes de discrimination que vivent les lesbiennes. « Des avances et du harcèlement sexuel peuvent découler de ces préjugés. Les lesbiennes sont encore associées à la bisexualité. Leur image est souvent construite à partir de la pornographie ou de vedettes bisexuelles sexy. Les gens pensent donc qu'elles vont montrer une grande ouverture sur le plan sexuel, en faisant des "trips" à trois, par exemple », rapporte la chercheuse.

Société

Avec les mauvaises blagues, les propos qui expriment des préjugés sur les homosexuels constituent une forme de discrimination diffuse, selon Line Chamberland, car elle se manifeste au quotidien sans forcément prendre l'allure d'attaques personnelles. La majorité des répondantes à l'étude ont avoué en être victimes ou témoins. À cela s'ajoutent deux autres formes de discrimination : directe et violente. Ces dernières comprennent des actes de violence physique, le rejet ou l'atteinte à la réputation de la travailleuse. Les répondantes n'en ont que très rarement fait l'objet.

Ouverture graduelle

« En général, la situation s'améliore dans de nombreux secteurs socioprofessionnels. On constate plus d'ouverture dans les services comme les banques, les assurances et la santé, car ces secteurs d'activité ont à s'adapter à une nouvelle clientèle. En revanche, dans les milieux plus masculins, comme la construction, ça reste difficile, car un très fort climat d'homophobie règne », souligne la professeure.

Sylvie a fait l'expérience de cette fermeture à ses dépens. Quand elle travaillait comme conductrice d'autobus, son orientation sexuelle était en partie connue dans son milieu de travail. « Mes collègues faisaient souvent des blagues de "gouines". Je leur disais que c'était lourd et j'allais boire mon café ailleurs », raconte celle qui a parfois eu peur pour sa sécurité.

« On terminait de travailler tard le soir et notre entrepôt était un lieu épouvantable. J'avais des collègues un peu louches et j'espérais qu'ils ne soient pas au courant pour mon homosexualité. On ne sait jamais ce qui peut arriver. »

Pendant plusieurs mois, elle a été harcelée par un collègue qu'elle qualifie de misogynne. Après de nombreuses séances de conciliation, la situation a empiré et son employeur a préféré la licencier avant qu'elle n'obtienne sa permanence. « J'ai ensuite voulu devenir conductrice de grue, mais j'ai choisi un milieu plus ouvert. Je pense que l'orientation sexuelle dirige nos choix de profession ou de lieu de travail. Toutes les lesbiennes que je connais sont dans le communautaire ou la culture. »

Pour améliorer la situation, Line Chamberland suggère plusieurs pistes. Comme sensibiliser les employeurs et créer des groupes LGBT (pour lesbiennes, gais, bisexuels, transgenres) dans les milieux de travail, comme le fait Fierté au travail. Cet organisme est

partenaire de plus de 45 grandes entreprises à travers le Canada, qui ont mis en place des groupes où leurs employés, homosexuels ou non, peuvent échanger et trouver du soutien. « Ces groupes entraînent une plus grande ouverture chez les collègues », affirme Martine Roy, responsable au Québec de Fierté au travail et présidente de la Fondation Émergence, qui lutte contre l'homophobie au Québec. « De plus, ils amènent le sujet de l'homosexualité sur la table et permettent à certains et certaines de sortir du placard. »

Elle reconnaît toutefois que divulguer son orientation sexuelle n'est pas toujours évident. « Même moi, qui suis militante, j'hésite parfois à la révéler. Pourtant, j'essaie de prêcher par l'exemple et de m'affirmer le plus possible. »

À l'opposé, David Risse, président de la Coalition gaie et lesbienne du Québec, estime que la divulgation n'est pas forcément la solution. « Je ne pense pas qu'on puisse exiger plus de visibilité de la part des lesbiennes; c'est une stratégie très masculine de révéler son orientation. De plus, il y a un coût à l'affirmation qui peut être très lourd à porter. » Entre autres des conséquences sur la santé physique et mentale, ainsi que sur les plans social et professionnel.

David Risse recommande donc de travailler à l'échelle locale et humaine, dans le respect de la diversité. « Ce ne sont pas forcément les femmes qui s'affirment le plus qui vivent le plus de discrimination. Il faut donc essayer de les atteindre au moyen des services communautaires, par exemple en effectuant plus de recherche-action qui inclura leur participation sur tous les plans, aussi bien dans le choix et le suivi de recherche que dans les interventions à mener. On peut aussi favoriser des activités inclusives qui respectent la discrétion, comme des marches, des repas ou des forums de discussion. »

Malgré les interventions et les projets mis en place pour diminuer la discrimination, demeurer dans le placard ou en sortir demeure un choix difficile. Reste que sans divulgation, il est impossible de dresser la situation de la lesbophobie en milieu professionnel. Comme le souligne Martine Roy, « ce serait bien de démontrer qu'il n'y aurait pas forcément plus de discrimination si plus de femmes sortaient du placard ».

<http://www.gazettedesfemmes.ca/6511/travailleuses-lesbiennes-tranquillite-placard/>

Société

Publié par La Presse, le 19 janvier 2013

Par Nathalie Collard

ELISABETH BADINTER: LE FÉMINISME N'EST PAS MORT

(Paris) Philosophe, historienne et essayiste, Élisabeth Badinter est une des intellectuelles les plus respectées d'Occident. Livre de poche vient de rééditer ses cinq essais sur la condition des femmes sous un seul titre, *La ressemblance des sexes*, une belle occasion de revisiter les écrits de cette féministe engagée.

Trente-deux ans après la publication de *L'amour en plus*, cette héritière de Simone de Beauvoir constate que l'égalité homme-femme n'est toujours pas gagnée. Réflexion d'une femme qui refuse de jeter l'éponge et qui souhaite que les nouvelles générations continuent le combat.



L'historienne féministe Élisabeth Badinter

À 68 ans, Élisabeth Badinter est de cette génération de féministes qui croyait dur comme fer que les femmes pouvaient tout avoir: la liberté sexuelle, l'autonomie financière, la famille, le partage des tâches à la maison et l'égalité au travail. À l'aube du XXI^e siècle, force est de constater que ce rêve égalitaire ne s'est pas encore réalisé. Dans les pays industrialisés, les femmes sont encore moins bien rémunérées que les hommes dans plusieurs domaines, tout en assumant la double tâche à la maison. Sans compter les contre-coups des crises économiques qu'elles sont souvent les premières à ressentir.

«Aujourd'hui, en France du moins, ce sont quand même les femmes qui paient les pots cassés de la crise», constate Élisabeth Badinter, rencontrée par La Presse dans son appartement parisien du 6^e arrondissement.

«Les jeunes ne trouvent pas de travail et [les jeunes femmes] qui en ont subissent des pressions énormes. Elles sont mal payées et vivent dans l'angoisse de perdre leur emploi. Leur vie est beaucoup plus dure que celle des femmes de ma génération.» Or, malgré ces inégalités persistantes, malgré le partage des tâches domestiques qui n'a progressé que de 10 minutes au cours des 20 dernières années, le féminisme est moins vigoureux qu'il ne l'a déjà été en Occident. Bien des femmes rejettent l'étiquette alors qu'au sein du mouvement des femmes, il n'y a plus de front uni.

«Dans les années 70 et 80, militantes féministes ou pas, les femmes voulaient grosso modo la même chose. À l'époque, il y avait UN féminisme, note la philosophe. À ma grande surprise, une coupure idéologique s'est faite entre les femmes. Celles qui adhèrent au discours basé sur la différence entre les sexes et celles qui, comme moi, estiment qu'il faut surtout miser sur les ressemblances.»

L'historienne explique que les jeunes femmes ont rejeté le mode de vie de leur mère après les avoir vues s'épuiser au travail, tentant de tout concilier et voyant souvent leur vie se terminer par un divorce et beaucoup d'amertume.

«On a toujours des comptes à régler avec sa mère, on veut faire autre chose, prendre un autre chemin. Non sans ironie, cela ramène presque les jeunes femmes d'aujourd'hui au comportement de leur grand-mère», note Élisabeth Badinter en faisant référence entre autres au débat sur l'allaitement qui soulève autant les passions en France que chez nous.

«Il y a une pression énorme sur les femmes afin qu'elles allaitent, on leur dit que c'est ce qu'il y a de mieux pour leurs enfants. Or, en disant cela, on exerce une pression terrible sur elles. Quelle mère ne souhaite pas le meilleur pour son enfant? Ma position sur l'allaitement est très simple: ce devrait être le choix de la mère.»

Société

«Un bébé qui est joyeusement nourri au biberon est mieux qu'un bébé nourri au sein par une mère qui n'en a pas envie. Nous ne sommes pas toutes les mêmes, nous avons toutes nos histoires, nous ne sommes pas des guenons qui agissent toutes de la même façon! L'autre jour, une sage-femme qui avait lu mon livre *Le conflit m'a dit*: Depuis que je vous ai lue, je n'entre plus dans la chambre d'une femme qui vient d'accoucher de la même façon. Désormais je dis: vous allaitez au sein ou au biberon? Et du coup, il n'y a plus de culpabilité.»

Ce rejet du féminisme égalitaire ainsi qu'un certain retour aux valeurs plus traditionnelles chez les jeunes femmes ébranlent-ils Élisabeth Badinter?

«Pas du tout, répond-elle avec vigueur, et je vais vous dire pourquoi! Parce que je suis dix-huitiémiste, que j'ai beaucoup travaillé sur Jean-Jacques Rousseau et que je retrouve chez cet homme le plus incroyablement misogyne des phrases entières que j'entends aujourd'hui... Si vous lisez l'*Émile* de Rousseau, vous trouverez tout un chapitre sur ce qu'est une femme épanouie et, ma foi, c'est atroce! Ce sont les mêmes propos qu'on entend aujourd'hui: obéir à la nature, nourrir les enfants parce qu'on a deux mamelles, etc.

C'est épouvantable! Il faut remettre en question ce poids de la nature qui fait loi. Je sais bien qu'il y a une partie raisonnable dans ce respect de la nature, mais il y a aussi un aspect très réactionnaire que j'observe également dans tout le débat sur le mariage homosexuel en France. Personnellement, je suis pour qu'on l'autorise. Mais j'écoute les arguments opposés et qu'est-ce qu'on dit? On parle de trahison de la nature.»

Peut-on «tout» avoir, that is the question...

On ne peut pas échanger avec Élisabeth Badinter sans parler du débat qui a fait rage aux États-Unis et au Canada anglais à la suite du texte d'Anne-Marie Slaughter dans *The Atlantic* l'an dernier. Petit rappel: cette collègue d'Hillary Clinton a abandonné son prestigieux emploi pour retourner auprès de sa famille.

Elle a publié dans la foulée un texte d'opinion

intitulé «Pourquoi les femmes ne peuvent pas tout avoir», véritable cri du coeur qui a suscité des échanges qui se poursuivent toujours sur les réseaux sociaux. La question se pose: les féministes de la génération d'Élisabeth Badinter ont-elles menti en prétendant que les femmes pouvaient tout réussir, c'est-à-dire la famille, la vie amoureuse, personnelle et professionnelle?

«C'est vrai que dans l'enthousiasme de l'indépendance, on a peut-être doré la pilule, reconnaît la philosophe. On ne voulait pas être comme nos mères qui dépendaient de leur mari sur le plan financier et pour cela, il fallait absolument acquérir notre indépendance. Sauf que cette indépendance allait se faire à condition que notre compagnon partage toutes les tâches avec nous. Or, cela ne s'est jamais fait. La crise économique est arrivée, les femmes sont rentrées à la maison avec une allocation pour élever leurs enfants et la pression qu'on exerçait sur les hommes depuis 10 ou 20 ans pour qu'ils changent s'est arrêtée net. J'étais convaincue que peu à peu, les jeunes hommes, toutes classes confondues, allaient participer aux tâches domestiques puisque l'égalité entre les sexes est le critère absolu de l'avancement d'un pays démocratique. Or, les inégalités salariales de 25% qui persistent montrent bien qu'on n'y est pas arrivés. Est-ce qu'une femme peut tout avoir? C'est difficile aujourd'hui, même en France où on manque de crèches et où la crise fait en sorte qu'on doit se serrer la ceinture, ce qui se fait au détriment des femmes.

«Quand je rencontre des jeunes femmes, surtout ces temps-ci, je leur dis toujours la même chose, poursuit Élisabeth Badinter: n'abandonnez pas votre indépendance financière. C'est un discours qu'on ne tient plus aujourd'hui parce qu'on le tient pour acquis. Pourtant, un couple sur deux se sépare. Ne comptez pas seulement sur une pension alimentaire qui sera trop faible. Il faut toujours avoir les moyens de quitter un homme qui nous maltraite ou qui nous dégoûte. Il faut toujours être capable de prendre ses valises et ses enfants et de s'en aller. Ce n'est peut-être pas glamour de le dire, et ce n'est certainement pas très philosophique, mais c'est la réalité.»

<http://www.lapresse.ca/arts/livres/entrevues/201301/19/01-4612917-elisabeth-badinter-le-feminisme-nest-pas-mort.php>

Ressources

Voici quelques sites Internet remplis de ressources :

Pour aider une femmes victime de violence :
www.stopviolenceinyukon.ca

Quels sont vos recours si vous êtes victime de violence :
www.justice.gov.yk.ca/fr/prog/cor/vs/whattodo.html

Services aux victimes et prévention de la violence familiale du gouvernement du Yukon :
www.justice.gov.yk.ca/fr/prog/cor/vs/index.html

Maisons d'hébergement pour femmes

Kaushee's Place (maison de transition) (Whitehorse)	(867) 668-5733 (24 h sur 24)
Refuge pour femmes de Dawson	(867) 993-5086
Help and Hope for Families (maison de transition) (Watson Lake)	(867) 536-7233
Carmacks Safe Home	(867) 863-5918
Magedi Safe Home (Ross River)	(867) 969-2722
Services aux victimes (Whitehorse) (lun au Ven)	(867) 667-3581 ou, sans frais, 1-800-661-0408

Conseil ou aide juridique

Ligne d'assistance juridique (Whitehorse)	(867) 668-5297 ou, sans frais, 1-867-668-5297
Conseillère du Centre des femmes Victoria Faulkner	(867) 667-2693
Service d'aiguillage vers les avocats (WWomen'sahitehorse)	(867) 668-4231
Aide juridique (Whitehorse)	(867) 667-5210
Service de soins aux enfants victimes de violence	(867) 667-8227
Services à l'enfance et à la famille	(867) 667-3002
Prévention de la violence familiale	(867) 667-3581 ou, sans frais, 1-800-661-0511

Votre page

SONDAGE- Services à l'hôpital général de Whitehorse

L'hôpital général de Whitehorse vient de lancer un sondage public afin de valider les orientations et les services offerts par l'établissement médical dans le but de mettre à jour sa planification stratégique des cinq prochaines années. Voilà votre chance de faire valoir l'importance des services en français à l'hôpital. Le sondage est disponible (en anglais seulement) sur le lieu suivant: <http://yukonhospitals.ca/aboutus/survey/>

Si vous pensez être en danger, dites-le à quelqu'un et allez dans un endroit sécuritaire. Obtenez de l'aide...

GRC—911 à Whitehorse. Dans toutes les communautés : vous devez faire les trois premiers chiffres de votre communauté suivis du 5555 (ex. : XXX-5555)

Kaushee's Place—Maison de transition pour femmes à Whitehorse (24 h sur 24)
(867) 668-5733

Victim LINK (24 h sur 24)
1 800 563-0808

Références en semaine :
Services aux victimes
(867) 667-8500 ou
1 800 661-0408, poste 8500
(de 8 h 30 à 17 h, du lundi au vendredi)

Les EssentiElles
(867) 668-2636

Centre des femmes Victoria Faulkner
(867) 667-2693

Endroits sécuritaires :
Églises, centres de santé, hôpital, écoles, amis, travailleuses sociales,

PATIENTS et PATIENTE ORPHELINS (sans médecin)

Le gouvernement du Yukon encourage tous les Yukonnais et Yukonnoises qui n'ont pas de médecin de famille à s'inscrire à une base de données sur les patients orphelins. Ceci afin de valider les besoins en médecin de famille pour notre territoire.

Merci de vous inscrire à cette liste et surtout, n'oubliez pas d'indiquer si vous préférez obtenir des services médicaux en français!

Service d'avortement au Yukon

Pour obtenir un avortement, vous devez être référées par un médecin. Si vous n'avez pas de médecin de famille, 2 cliniques acceptent de vous voir pour cela, Demandez à voir un médecin pour une grossesse (pregnancy)
Cliniques:
Whitehorse Medical Clinic (393-6646)
Klondyke Medical Clinic (668-4046)
Vous pouvez aussi vous rendre à l'urgence

Si vous avez besoin de parler à quelqu'un avant ou après, la conseillère au Centre des femmes parle français
Diane: 867 667-2693

Les femmes à l'extérieur de Whitehorse peuvent être référées par leur Centre de santé communautaire.
Les frais de déplacement à Whitehorse pour l'intervention sont couverts

Pour plus de renseignements ou du support, Contactez-nous :668-2636